

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50

— Le numéro... 45 centimes.

Départements : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro... 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES... 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE
QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 90	» » » 30
3 0/0 amortiss. .	82 45	» » » 25
4 1/2 0/0 1883 .	110 25	» » » 15
Cons. anglais .	99 11/16	» » » 15
Italian	95 45	» » » Ex-c.
Flor. autric. (or).	90 3/8	11/4
Esp. Extér. nouv.	58 7/16	» » » Ex-c.
Egyptien 6 0/0 .	330	» » » 1 25
Ch. Egyptiens .	438 75	» » » 1 25
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 00	» » » Ex-c.
Banque ottomane	530	» » » Ex-c.

PARIS, 5 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

LE GUET-APENS DE HUÉ

Les événements de Hué étaient beaucoup plus graves que ne le faisait pressentir la dépêche, déjà alarmante, de l'agence Havas que nous publions plus loin.

La nouvelle communication de l'agence officielle nous donne d'autres détails qui justifient pleinement les appréhensions que tout le monde avait le droit de concevoir et que nous avions tant de fois signalées à nos lecteurs :

Dans la nuit qui a suivi l'arrivée du général de Courcy à Hué, c'est-à-dire dans celle du 2 au 3 juillet, les Annamites, au nombre, dit-on, d'environ 30,000 hommes, ont attaqué la partie de la citadelle que nous occupions.

Au moyen de fusées, ils ont incendié le casernement de nos troupes, qui était en paillette, ainsi que celui des troupes d'infanterie de marine de la légation. Les effets ont été brûlés. Les vivres et les munitions ont été saisis.

Les rebelles ont été repoussés et ont perdu de 1,200 à 1,500 hommes. Nous avons eu 60 morts ou blessés.

Nous sommes entièrement maîtres de la citadelle avec 1,000 pièces de canon. Les troupes ont été magnifiques et pleines d'entrain.

Il n'y a aucune inquiétude à avoir. Dans tous les cas, afin de parer à toute éventualité, des renforts sont envoyés de Haiphong.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet.

La Chambre adopte un projet de loi autorisant le département de l'Oise à s'imposer extraordinairement. Un projet de loi autorisant le département de la Manche à créer des ressources extraordinaires. Un projet de loi autorisant le département de la Manche à créer des ressources extraordinaires. Un projet de loi autorisant la ville de Lunéville à changer l'affectation d'une imposition extraordinaire.

Un projet de résolution portant règlement définitif des comptes de la Chambre des députés pour 1884. Un projet de résolution portant fixation des dépenses de la Chambre des députés pour l'exercice 1885.

L'ordre du jour appelle la discussion sur le projet de loi ayant pour objet d'autoriser le président de la République à ratifier le traité du 9 juin 1885 entre la France et la Chine.

M. le général Camponen, ministre de la guerre, rend compte des événements qui viennent de se produire à Hué. Le commandant du corps expéditionnaire, qui remplit en même temps les fonctions de résident général à Hué, s'est rendu dans cette ville pour présenter ses lettres de créance et traiter de quelques affaires.

Les journées des 4 et 5 juillet se sont passées en pourparlers entre le général de Courcy et les ministres de l'Annam, et ces pourparlers ont donné l'occasion de constater l'hostilité du gouvernement annamite. Dans la journée du 5, ainsi que cela résulte de trois dépêches, dont l'original nous est parvenu, la légation a été attaquée dans la citadelle par les Annamites.

Cette attaque a été victorieusement repoussée.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

Il y avait ce matin dans la cour du ministère de l'intérieur un grand nombre de fiacres et même des voitures de maraîchers et de blanchisseurs; voici l'explication de l'abondance de cette carrosserie chez M. Allain-Targé :

Une délégation du conseil municipal de Choisy-le-Roi est venue prier M. le ministre de l'intérieur d'accepter la présidence du grand concours et de la grande fête de gymnastique que cette commune organise pour le dimanche 23 août prochain.

M. Allain-Targé a accueilli avec la bienveillance que tout ministre doit avoir à la vue des élections et a répondu qu'il serait heureux, si les circonstances le lui permettaient, d'accepter l'invitation du conseil municipal.

« Je profiterai, ajouta le ministre, de cette circonstance pour donner une nouvelle preuve de l'intérêt que le gouvernement porte à l'œuvre patriotique poursuivie par les sociétés de gymnastique. »

Décidément, les élections approchent !

Lyon, 5 juillet, soir.

Trois élections municipales complémentaires ont eu lieu aujourd'hui. Une seule a donné un résultat : M. Bartholin, socialiste, a été élu. Il y a eu ballottage pour les deux autres.

Marseille, 5 juillet.

Aujourd'hui, cent vingt-huit soldats arrivés du camp du Pas-de-Lanciers. Ils ont été envoyés à l'hôpital militaire.

MM. Boyer et Gras, conseillers municipaux, ont réuni leurs électeurs pour leur exposer leur situation au conseil municipal. 150 personnes environ étaient présentes.

L'assemblée a donné mandat à MM. Boyer et Gras de demander leur démission collective au conseil municipal après les élections législatives.

Vannes, 6 juillet.

Hier, a eu lieu l'élection d'un conseiller général pour le canton de Gourin. M. de Lesquen, conservateur, a été élu avec 163 voix de majorité contre M. Troubou, républicain.

Versailles, 6 juillet.

Un orage d'une violence extrême a éclaté hier à Versailles. La foudre est tombée sur les arbres du grand parc et du Trianon, où se trouvaient vingt mille personnes qui assistaient aux grandes eaux; malgré la panique, on n'a aucun accident à déplorer.

EXTÉRIEUR

Londres, 6 juillet.

On télégraphie de Constantinople au Times :

Les travaux de défense du Bosphore ont été suspendus, parce qu'on est bien convaincu que tout danger de collision entre la Russie et l'Angleterre est dissipé.

Londres, 6 juillet.

On mande de Shanghai au Standard, le 5 juillet :

Les Chinois sont alarmés des desseins qu'on prête à la Russie sur la Corée. Ils prennent d'actives mesures pour protéger leurs droits de suzeraineté. Des troupes se sont massées près de Vladivostok et une escadre, composée de tous les navires de guerre capables de tenir la mer, est partie pour surveiller la côte coréenne.

INFORMATIONS

Simple remarque à propos de l'élection des députés sénatoriaux qui a été faite, hier dimanche, par le conseil municipal de Paris.

Les trente titulaires et les huit suppléants élus sont tous, sans exception aucune, les candidats du groupe de l'autonomie communale.

Ce succès, qui prouve une fois de plus les tendances de nos édiles, est un indice du succès presque certain du candidat qu'ils choisissent pour succéder à Victor Hugo.

Ce candidat serait, dit-on, le citoyen Songeon, ancien président du conseil municipal.

Les députés du conseil municipal ayant leur tête M. Michelin, président, ont été reçus ce matin par M. Brisson.

Le gouvernement accepte l'invitation qui lui est adressée au nom de la ville de Paris d'assister, le 14 juillet prochain, à l'inauguration de la statue de Voltaire.

Trois discours doivent être prononcés à cette cérémonie : l'un par le ministre de l'intérieur, l'autre par le président du conseil municipal, le troisième par le préfet de la Seine.

S'il fallait en croire certains journaux, Lord Lyons serait sur le point de prendre immédiatement sa retraite.

Ainsi présentée, la nouvelle n'est pas absolument exacte; ce qui est vrai, c'est que l'ambassadeur d'Angleterre, qui compte déjà plus de cinquante années de services, a exprimé le désir de prendre du repos; mais son remplacement ne doit pas avoir lieu, nous pouvons l'affirmer, avant l'année prochaine.

Lord Lyons représente son pays à Paris depuis 1865, c'est-à-dire depuis vingt ans.

LES OPPORTUNISTES EN SEINE-ET-OISE

Nous avons raconté l'échec de M. Léon Say à Dourdan, sa fuite, ses larmes dans le gilet de M. Ribot et sa retraite à Marmonville.

Mais il faut tout dire : il n'y a pas que M. Léon Say qui ait échoué à Dourdan. Plus encore que lui, les opportunistes y ont été maltraités.

Dès le début de la journée, cela a mal marché pour eux. L'apparition de M. Dreyfus a produit un pitoyable effet, et c'est un journal républicain lui-même qui en fait l'aveu, disant :

« On est vivement surpris de voir M. Dreyfus s'emparer d'une des places d'honneur et usurper les sièges des membres du comité avec son ami et secrétaire officieux M. le sous-préfet; un vif sentiment de désapprobation se lit sur la physionomie d'un grand nombre d'assistants, qui se plaignent de voir la politique se fourrer ainsi partout, à propos de tout, et transformer l'élection de leur concours agricole en un triomphe électoral. »

Co journal, l'Echo rambolain, parle longuement de M. Dreyfus, qui semblait croire que le concours lui appartenait, et dont l'attitude encombrante a très profondément froissé les agriculteurs.

Il raconte aussi l'entrée du beau député Maze, si content de lui, et qui, rose de joie au début, n'a pas tardé beaucoup à devenir vert de dépit.

L'assemblée était houleuse. Elle ne dissimulait pas qu'elle regardait ces deux opportunistes comme des ennemis, et elle parlait, en conséquence qu'ils prirent la parole, afin d'avoir l'occasion de leur riposter vertement. Mais ils se taisaient :

« A bas les Tonkinois, M. Dreyfus le Tonkinois ! » Puis, comme intermédiaire de ri-

sible, on entend retentir sur l'air du « Beau Nicolas ! » Le bel Hippolyte Maze, le bel Hip ! Hip ! Hip ! A la porte Hip ! et le Tonkinois !

Les amis de MM. Dreyfus et Maze essayaient pendant ce temps de détourner l'orage sur la tête de M. Léon Say. On connaît l'incident. M. Léon Say, pris à partie, s'esquiva comme il peut.

Cependant « le tumulte continue » core, et les deux députés opportunistes, tombés dans le piège qu'ils avaient tendu à M. Léon Say, entourés d'une foule plus gougailleuse encore qu'irritée, en sont réduits à s'éclipser par la cuisine, où leur four gigantesque a probablement fait oublier les petits fours du dessert, qui n'ont figuré que sur la carte.

Telle est l'histoire : échec pour M. Léon Say, mais désastre pour les opportunistes.

Les affaires de ces derniers vont d'ailleurs fort mal dans le département de Seine-et-Oise tout entier : c'est le Petit National qui le révèle, racontant que les comités opportunistes ne peuvent aboutir à rien, qu'à se disloquer, et que M. Féray y perd le peu de latin qu'il peut avoir.

L'ÉLECTION DES CÔTES-DU-NORD

Une élection sénatoriale a eu lieu hier dans les Côtes-du-Nord.

Il s'agissait de remplacer M. H. de Champany, conservateur décédé. Deux candidats étaient en présence : M. Armez, député républicain ; M. Le Provost de Launay, père, ancien préfet de l'Empire.

Voici les résultats du scrutin :

Inscrits, 1,276	—	Votants, 1,200
MM. Le Provost de Launay père, bonapartiste.....	702	Elu.
Armez, député républicain.....	503	
Voix perdues.....	4	

C'est donc une victoire pour le parti conservateur, victoire très nette comme le montrent les chiffres suivants :

M. H. de Champany avait été élu, le 30 janvier 1876, et réélu le 25 janvier dernier, par 742 voix, en tête de la liste conservatrice, qui avait passé toute entière. M. Armez, qui venait en tête de la liste républicaine, avait obtenu 503 voix. Le candidat conservateur a donc gagné 19 voix sur la précédente élection, et le candidat républicain en a perdu 56.

L'ÉLECTION DE CHARONNE

Comme le faisait pressentir notre information de la dernière heure, le général Eudes a été battu par l'ouvrier Patenne. Voici les chiffres du scrutin :

Inscrits, 6,397	—	Votants, 4,233.
MM. Patenne, radical.....	2,102	ELU
Eudes, révolutionnaire.....	1,575	
Maux, conservateur.....	480	

Les journaux qui patronaient l'ancien général de la Commune sont furieux : ils accusent de leur défaite le maire, Mme Amoureux, les opportunistes et jusqu'aux réactionnaires.

Où, l'Intransigeant prétend que les réactionnaires ont voté pour Patenne par peur d'Eudes, comme si, pour eux et au point de vue révolutionnaire, Eudes ne valait pas Patenne, Patenne ne valait pas Eudes : c'est bonnet rouge et rouge bonnet.

C'est là une mauvaise plaisanterie qu'il nous étonne de voir chez des gens d'esprit. Les journaux qui tiennent ce langage s'appuient de ce raisonnement : Les conservateurs étaient plus de cinq cents au premier tour, ils ne sont que quatre cents quatre-vingt au second; donc, les trente ou quarante manquants ont voté pour Patenne.

Non : ils sont restés chez eux, et la preuve, c'est que le chiffre des abstentions s'est augmenté d'une cinquantaine. Ceux qui ont déserté la cause d'Eudes, ce sont les eudistes douteux.

En effet, l'ancien général de la Commune avait eu 1510 voix; il en a donc gagné 55, pendant que Patenne en gagnait 600. Ces 600 voix se composent des voix des autres concurrents, Franck, Didier, etc., etc.

Les conservateurs sont restés chez eux, soûlés, maladroitemment, lâchement, même si l'on veut; mais ils n'ont pas voté pour Patenne, qui les fera au besoin fusiller, tout comme Eudes a fusillé les soldats de l'armée régulière, les otages et les réfractaires de la Commune.

Le Radical, un pateniste acharné s'écrit, ce matin, dans la joie de sa victoire :

La Liberté a triomphé hier à Charonne. La lutte a été vive, ardente. Elle a été plus passionnée qu'elle ne l'est d'habitude dans les élections municipales de quartier.

Le résultat en a été grand. Tout Paris, et, disons-le, toute la France avait les yeux tournés vers Charonne. On attendait avec anxiété.

La Liberté a triomphé.

Considérer l'élection du communaliste-autonome Patenne comme un triomphe pour la liberté, c'est déjà assez joli comme anaphrase; mais ajouter que toute la France avait les yeux tournés vers Charonne est d'un fustisme que Maucour lui-même n'eût pas renié !

L'Ami du Peuple, un eudiste celui-là, n'y va pas de main morte :

Quant à nous, quant à l'Ami du Peuple, nous ne pouvons que trouver dans le succès du sieur Patenne sur un républicain aussi connu, aussi éprouvé qu'Eudes, la confirmation d'une maxime qui nous est chère : « Le suffrage universel est la plus grande mystification du siècle. »

Notons que si Eudes eût été élu, les patenistes eussent dit à leur tour : « Le suffrage universel est la plus grande mystification du siècle. »

Et ce sont les préconiseurs de la volonté du peuple qui parlent ainsi !

Encouragements à l'Agriculture

Le Phare de Fécamp raconte un fait à la fois curieux et instructif qui se serait passé, ces jours derniers, au concours agricole de Criquetot-l'Esneval.

« Un de nos amis, dit-il, a présenté au concours un taureau; le jury l'a primé. Au bout de deux heures, on s'est aperçu sans doute que les opinions politiques de l'animal, ou celles de son propriétaire, n'étaient pas républicaines et la prime a été enlevée. »

Si c'est ainsi que, dans les régions officielles, on entend protéger et encourager l'agriculture, la chose sera considérée comme nouvelle et comme valant la peine d'être livrée à la publicité.

Il est, d'ailleurs, un côté de la question sur lequel nous croyons bon d'attirer particulièrement l'attention de qui de droit.

En faisant preuve d'une partialité aussi manifeste, ne finira-t-on pas par cloigner des comices ou des concours nombre de propriétaires et d'agriculteurs peu désireux de s'exposer à subir les injustices des fonctionnaires et des députés républicains ?

Dans tous les cas, sous divers rapports, il nous a semblé utile de signaler le fait dont nous entretenons le Phare de Fécamp.

UNE COMÉDIE

Ce qui rend la physionomie morale de M. de Bismarck singulièrement intéressante, c'est qu'elle comporte une sorte de dualité d'aspect qui ne s'est jamais manifestée, que nous sachions à ce degré, chez aucun homme dont l'histoire se soit occupée. Ses actes les plus divers peuvent presque toujours être envisagés sous une face comique et sous une face tragique, provoquer le rire et la terreur, sans pour cela que leur caractère et leur résultat se modifient. Sa conduite dans le règlement de la question dynastique soulevée par la succession de Brunswick en offre un nouvel exemple, que nous nous reprocherions de ne pas signaler.

Dès le lendemain de la mort du vieux duc, il devint évident pour tout le monde, en Allemagne et en Europe, que jamais, tant que la Prusse tiendrait du moins le sceptre de l'Allemagne, son héritier légitime, le duc de Cumberland, prétendant également à la couronne de Hanovre, ne monterait sur le trône vacant. L'attitude que prit immédiatement le général prussien, gouverneur militaire du duché, indiqua très clairement quelles étaient à cet égard les vues et les intentions de M. de Bismarck. Ce général fit afficher une proclamation qui impliquait la déchéance du duc de Cumberland. La question se trouvait donc tranchée par voie d'intervention militaire, par la menace du sabre. La résolution prise par la cour de Prusse, au mépris des droits dynastiques les plus incontestables, était donc fort nette. C'était un refus basé sur le droit de la force. C'était le côté tragique de la politique de M. de Bismarck.

Il semblait inutile de délibérer sur une résolution formelle, ainsi prise et publiquement signifiée. Puisque M. de Bismarck posait en fait que la couronne de Brunswick ne serait pas dévolue au seul prince qui eût le droit de la prendre, pourquoi assembler le Conseil fédéral dans le but de lui soumettre les questions que soulevait cet acte d'autorité ? La chose était illogique, ridicule même. C'est peut-être pour cela que M. de Bismarck n'a point reculé devant cette apparente aberration.

Après avoir notifié aux gouvernements fédéraux sa ferme volonté de ne point céder sur ce point, il a prié leurs représentants officiels de se réunir à Berlin non pour lui donner des conseils, mais pour lui fournir des raisons propres à justifier la violation du droit dynastique qu'il avait commise et dans laquelle il persistait. C'est ici que le génie comique du chancelier éclata, car la conception est digne de Molière :

Illustré par les seniors

Et vos autres ministres

Qui hic assemblati estis,

a dit en substance M. de Bismarck aux conseillers fédéraux, c'est à moi d'agir, c'est à vous de délibérer. J'ai agi en proclamant que le duc de Cumberland était exclu de la succession de Brunswick. Maintenant, délibérez sur les motifs qui m'ont poussé à accomplir cet acte. Votre délibération ne changera absolument rien à ce que j'ai fait ni à ce que je veux faire. Mais comme elle ne manquera pas d'assieger un mobile à mon arbitraire, nous le porterons à la connaissance de l'Allemagne, et votre rôle sera rempli et votre fonction justifiée.

Le piquant de l'affaire est que les conseillers fédéraux ont délibéré et que parmi tous ces gens graves, il ne s'est pas trouvé un homme de bon sens pour répondre à M. de Bismarck : Vous vous moquez de nous, de l'Allemagne et de l'Europe. La délibération n'est utile et

concevable que quand elle précède l'action. Vous avez agi : vous connaissez mieux que nous le mobile de votre acte et vous ne cherchez actuellement qu'à nous en faire partager la responsabilité.

Point : ce langage n'a été tenu par personne, et c'est bien le Conseil fédéral allemand qui a expliqué à quel point de vue M. de Bismarck s'était placé pour écarter le duc de Cumberland du trône. Les membres de cette étonnante assemblée nous ont appris, en effet, ces jours derniers, que le chancelier, pour méconnaître le droit dynastique, avait invoqué le fait et non le droit. Si M. de la Palisse s'incarne jamais à nouveau, ce sera bien sûr dans la peau d'un conseiller général allemand.

Mais M. de Bismarck n'a certainement pas fait jouer cette désopilante comédie par des gens graves, dans le seul but d'égayer en Europe les gens d'esprit. C'est un homme profond. Son dessein va plus loin que l'heure présente, et une simple hypothèse en éclairera l'immense portée.

Supposons que demain le roi de Bavière ou le roi de Saxe meure : M. de Bismarck, se plaçant au point de vue du fait, et non au point de vue du droit, ne peut-il pas empêcher leurs successeurs légitimes de monter sur le trône, comme il le fait pour le successeur légitime du duc de Brunswick ?

Le droit dynastique n'existe plus en Allemagne. C'est la morale de cette comédie.

Une nouvelle trahison

Nous l'avons dit et redit : nous le répéterons il y a quelques jours encore : avec les Chinois, avec les Annamites, avec les Tonkinois, enfin avec toutes les faces plus ou moins jaunes, il faut se défilard'abord, se défilard'ensuite, se défilard'toujours !

Nos prévisions étaient fondées, on le voit par la dépêche suivante, publiée par les journaux du matin d'après l'agence Havas :

Le général de Courcy télégraphie de Hué à M. le ministre de la guerre que, dans la nuit qui a suivi son arrivée, il a été attaqué inopinément par la garnison annamite de la citadelle. Les assaillants ont été repoussés.

Le général ajoute qu'il n'a aucune inquiétude et qu'il prend les mesures nécessaires. La dépêche ne donne d'ailleurs, aucun détail sur l'origine de cet incident.

C'est le 3 que le général était arrivé; et les récents, sous prétexte de rendre un solennel hommage au chef français, avaient massé successivement des forces considérables.

M. de Courcy avait eu heureusement la précaution de se faire accompagner par cinq cents hommes, ce qui lui a permis de repousser l'ennemi.

Le général de Courcy était dans une partie de la citadelle avec la petite garnison qui s'y était logée en vertu du traité du 6 juin 1884.

Il y a donc eu trahison comme à Bac-Lé, et nous voilà contraints de recommencer avec la cour de Hué ce que nous avons fait avec la cour de Pékin.

Nous ne sommes pas au bout.

Quand nous aurons châté les récents et leurs troupes sur un point, il faudra les aller chercher sur un autre; qui sait même si, quand nous aurons mis la cour de Hué dans l'impossibilité de nous nuire, nous ne verrons pas d'autres adversaires surgir de Pékin ou d'ailleurs ? Ah ! M. J. Ferry doit être fier !

LE MONUMENT DE L'AMIRAL COURBET

M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy, président du comité pour le monument de l'amiral Courbet, s'est rendu chez M. le gouverneur du Crédit foncier, pour le prier de vouloir bien ouvrir ses guichets à la souscription.

M. l'amiral de Dompierre d'Hornoy a trouvé chez M. Lévy, le plus courtois accueil. M. Lévy a bien voulu lui dire que le Crédit foncier et ses agences en province recueilleraient les souscriptions et se chargeraient de tout le travail de trésorerie de l'œuvre.

Ajoutons à la liste des journaux qui ont déjà souscrit au monument de l'amiral Courbet l'Univers et la Liberté, chacun pour 100 francs.

La souscription dans nos bureaux

Nous avons encore reçu aujourd'hui plusieurs souscriptions; demain nous publierons une première liste.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 6 JUILLET

En France, le temps va rester assez beau avec quelques ondées orageuses et température voisine de la normale.

A Paris, hier, vers cinq heures, il a tonné dans l'ouest et quelques pluies sont tombées dans les environs.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent variable aiblé; mer belle.

Océan. — Vent variable faible; mer belle.

Méditerranée. — Vent variable faible; mer belle.

Aujourd'hui, 6 juillet, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Quélin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.....	+ 16 5/8
A onze heures du matin.....	+ 21 5/8
A une heure du soir.....	+ 23 1/8
Température la plus basse de la nuit	+ 15 1/8

Le baromètre est à 766 millimètres.

M. Pouyer-Quertier a fait hier, à Comblains, une conférence à laquelle assistaient un grand nombre d'agriculteurs de la région.

M. Pouyer-Quertier a combattu le renouvellement des traités de commerce. Il a félicité M. Méline d'avoir présenté un droit de trois francs sur les céréales, mais il a trouvé que ce droit était insuffisant.

L'orateur a réclamé une compensation complète des charges qui pèsent sur l'agriculture, et a ajouté en terminant qu'il espérait que la prochaine Chambre apporterait un secours efficace à l'industrie agricole menacée.

M. Pouyer-Quertier a obtenu un grand succès; la réception qui lui a été faite a été tout l'opposé de celle réservée à M. Léon Say à Dourdan.

</

donance, jette une lumière complète sur plusieurs faits importants de la guerre de 1870.

Un magnifique portrait du général, gravé sur acier, des cartes et des fac-similé de documents historiques complètent la magnificence de cet ouvrage qui sera bientôt dans toutes les bibliothèques.

Les obsèques de Mme Victor Massé, veuve de l'illustre compositeur, ont eu lieu hier matin dimanche à onze heures. Le deuil était conduit par M. Philippe Gille, gendre de la défunte, et par MM. André Boucard et Anatole de La Forge, amis intimes de la famille.

Dans l'assistance nombreuse qui a accompagné le corps au cimetière Montmarie, nous avons reconnu :

Mme la baronne Salomon de Rothschild et sa fille, M. et Mme Léo Delibes, Mme Edmond Membre, MM. Cabanel, Moilliet, Halévy, Alfred Stevens, Jules Barbier, Alfred Guinand, Mario Uchard, Jules Claretie, etc.

M. Zadoc Kahn, grand rabbin de Paris, a prononcé une allocution très émue, faite et très émue.

On annonce la mort de Mme C. Gay, auteur de plusieurs volumes de poésie fort appréciés et d'une série de contes charmants pour les enfants : *Matin et soir*, *Les Aventures d'un petit Parisien*, *Juliette la Normande*, etc.

Mme Gay était la sœur du pasteur Athanas Quereuil fils, mort il y a quelques années.

Elle lui a de profonds regrets dans la société protestante de Paris.

La *Patrie* a publié plusieurs poésies de Mme Gay que nos lecteurs n'ont certainement pas oubliées.

Sous le titre : *A l'Aventure*, un jeune poète breton, M. François Bazin, vient de publier à Saint-Malo un joli volume de vers pleins de grâce et de saveur armoricaine.

Tous nos compliments au jeune compatriote et ému de Brizeux.

Hier a eu lieu, au pont de Grenelle, le concours de natation pour les deux sexes que nous avions annoncé.

Dans l'espoir d'admirer un joyeux bataillon de sirènes en costume plus ou moins léger, loutes de force et d'adresse avec des vieux louts de mer, quelques centaines de Parisiens s'étaient rendus sur les quais.

Mais, hélas !... ce tournoi nautique n'a été qu'une déception, pour ne pas dire une mystification. Il a été imaginé par un inventeur de ceintures insubmersibles qui a trouvé, dans cette soi-disant attraction, le moyen de se faire une réclame plus ou moins tapageuse.

Muni de ces lourdes et disgracieuses ceintures, quelques nageurs et quelques nageuses se sont jetés à l'eau... et après quelques minutes de barbotage, on leur a distribué les prix pompeusement annoncés. Ce n'était vraiment pas la peine de se déranger pour si peu.

LE BANQUET DES BLANCS D'ESPAGNE

Hier soir, les légitimistes ont banqueté à l'hôtel Continental. La grande salle, où près de 400 fidèles étaient réunis, avait été décorée avec des trophées de drapeaux blancs et des discussions fleurdelysées, et des bandières blanches portant ces inscriptions : Union ouvrière légitimiste. — Fais ce que dois, — Adieu ce qui pourra.

Un grand nombre de dames, en ravissantes toilettes et fort gracieuses, étaient présentes.

Vers sept heures et demie, les membres du bureau font leur entrée, précédés du drapeau royal.

Le général Cathelineau préside.

Il donne la parole à M. le comte d'Andigné, qui lit deux adresses. Nous avons publié hier la première. La seconde, destinée aux princes de la Maison d'Anjou, est ainsi conçue :

« Les légitimistes, réunis en congrès à Paris, le 3 juillet 1885, dans la salle de la Société de géographie, offrent aux princes de la branche aînée de la Maison de Bourbon l'hommage de leur invariable fidélité. Ils se déclarent prêts à suivre ces nobles princes, héritiers de Henri IV, le jour où un appel sera fait à leur dévouement et jusqu'à la fin de leur engagement redoublé d'efforts pour recruter de nouveaux adhérents à la cause du drol' ».

Cette adresse, accueillie comme la précédente par les cris de : « Vive le roi ! » porte de nombreuses signatures.

Après un splendide éloge de la Vendée par le général Cathelineau, le dîner commence. Un orchestre, composé de musiciens du Conservatoire de Versailles, joue dans un salon voisin.

Au dessert, le président donne la parole à « son vieux ami le docteur Bérard, un des plus vieux serviteurs de la légitimité, l'ancien rédacteur des *Cantiques*, qui servit la noble cause de son épée et de sa plume et lui sacrifie même sa liberté ».

Un vieillard de quatre-vingt-huit ans, à longue barbe blanche, se lève et lit au milieu des applaudissements un sonnet en l'honneur du roi :

« Ah ! nous y serons tous, un blanc panache en tête Et du sang au cœur. »

Ce refrain, redité d'une voix affaiblie par l'âge, est repris avec plus de vigueur par le général Cathelineau. (Tonnerre d'applaudissements. « Vive le roi ! » Les dames ont sur les lèvres des sourires enthousiastes.)

M. Charles du Verne, ancien représentant du roi dans la Nièvre, fait à M. Joseph du Bourg, qui a le premier proposé contre la fusion orléaniste, M. Hermand, représentant dans l'Eure-et-Loir, un discours des plus violents, où Bérrier est signalé comme suspect de trahison et même de « libéralisme ».

Le directeur du journal le *Droit monarchiste* fait aux vendeurs et aux ouvriers de Paris. M. Laurence exprime en termes choisis l'espoir que la reconstitution du parti royaliste se fera sur le terrain du droit. M. de Jouffrès déclare avec énergie, puis c'est le tour de M. Drouin, puis de M. Raymond, puis de dix autres orateurs. L'Assemblée, toujours sympathique, ne cesse de crier : « Vive le roi ! Vive le drapeau blanc ! Vive la reine ! »

Enfin, M. d'Andigné prend acte des résolutions votées par le Congrès et engage les assistants à se transformer en apôtres du droit. Il remercie tous ceux qui lui ont prêté leur concours.

Et la fête se termine par des airs royaux qu'exécute l'orchestre dans le salon où

sin, tandis que les vieillards du parti se retirent et que les dames expriment le regret que le concert ne soit pas suivi d'un bal.

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Allemagne

Berlin, 5 juillet.
Le prince de Bismarck, accompagné de sa famille, a quitté ce matin Berlin, pour se rendre à Groden, dans le but d'assister aux noces de son fils Guillaume.

Autriche

Vienne, 5 juillet.
Une dépêche de Graz annonce la mort du duc Alexandre de Wurtemberg, général de cavalerie.

Espagne

Madrid, 5 juillet.
Le roi et la famille royale sont allés hier soir au théâtre. A leur entrée et à leur sortie, ils ont été salués d'une triple salve d'applaudissements. Tous les spectateurs étaient debout.

D'après la *Gaceta*, il y a eu hier, à Madrid, sept cas de choléra et deux décès. Enfin, dans les provinces, un total de 1,639 cas et 825 décès.

LE SALON

XIV

On sait que le Salon a une solennité à chaque bout : le Vernissage et la distribution des récompenses.

Le vernissage, qui date maintenant d'un peu plus de deux mois, fut une fête de charité, et c'est ce que nous avons plaisir à rappeler, à l'honneur de la Société des artistes français et spécialement du comité qui la personnifie.

Relativement à la distribution des récompenses, il y a quelques mots à en dire. Il est bien entendu que nous n'avons pas la pensée d'en donner ici un compte rendu détaillé, méthodique et complet : il ne s'agit pas d'énumérer, pour l'édification des statisticiens, les applaudissements qui ont salué chaque médaille, et avant tout la médaille d'honneur, si bien méritée.

Mais il est juste de constater que, pour la première fois depuis que les artistes pouvaient eux-mêmes à l'organisation du Salon, ces artistes et le représentant de l'Etat ne se sont trouvés en présence que pour se féliciter réciproquement.

Jusqu'ici, c'est-à-dire depuis 1881, il y avait quelque chose d'incertain, un doute pour l'avenir, une inquiétude, pour ne pas dire une hostilité latente.

L'administration des beaux-arts continuait à se dresser en face de la Société des artistes, comme une menace, et toujours aspirant à reprendre son ancien rôle d'organisatrice des Salons, qu'elle a dû abandonner pour cause d'impuissance.

Deux ministres ont passé depuis lors, MM. Jules Ferry et Fallières, qui n'ont pas manqué, dans leurs discours, de prodiguer les promesses à la Société des Artistes, mais qui n'ont pas moins chassés les bêtes banales de l'administration et qui, tout en jurant officiellement à la Société que le Palais de l'Industrie lui serait désormais toujours réservé en mai et juin, lui en avaient cependant supprimé la jouissance pour 1885, au moyen de certain décret du 13 décembre 1883, pris à la suite d'une délibération de complaisance du Conseil Supérieur des Beaux-Arts, cette bonne à tout faire. C'est M. Fallières qui était titulaire du portefeuille quand cette mauvaise action fut commise ; mais notre opinion est que ce bon M. Fallières ne savait pas ce qu'il faisait, et — je l'ignore — mais j'ai un petit doute que moi dit que c'est M. Jules Ferry en personne qui avait préparé cette petite malhonnêteté, et que M. Fallières de Nérac n'avait fait que l'endosser par nécessité ou, si vous voulez, par faiblesse et docilité excessives.

M. Edmond Turquet a renversé tout cet échafaudage de malice administrative. Devenu sous-secrétaire aux beaux-arts, il a loyalement provoqué l'annulation du décret du 13 décembre 1883 : nous nous sommes empressés d'applaudir à son énergique décision, et nous n'avons pas à y revenir actuellement.

Mais nous devons noter que les discours prononcés à la distribution des récompenses par le président de la Société des artistes, l'honorable M. Bailly, à l'occasion du roulement sur cet événement, si considérable en effet, et qui apporte avec lui l'apaisement et la confiance. M. Bailly en a remercié et félicité M. Edmond Turquet, et il a eu cent fois raison.

Or, qu'a fait M. Turquet ? C'est ici que la cérémonie est devenue vraiment intéressante. M. Jules Ferry, esprit vulgaire et sans délicatesse, n'y a peut-être rien compris ; il est capable d'avoir pris pour des éloges à lui adressés les citations que M. Turquet a faites de ses anciens discours, et il est assez infatué (si la réputation dont il jouit n'est pas usurpée) pour s'être imaginé que M. le sous-secrétaire actuel des beaux-arts voulait bien reporter sur lui une partie des félicitations des artistes.

Il est positif que M. Edmond Turquet y a mis des formes ; mais la vérité est que jamais sous-secrétaire d'Etat n'a procédé à un ordonnance plus complet d'un ministre — qui est d'ailleurs un ministre déchu.

Avec une gravité malicieusement superbe, M. Turquet a donc repris les vieux discours de M. Jules Ferry, et, les citant textuellement, il a remis sous les yeux des artistes les engagements formels et officiels que ledit M. Ferry avait pris vis-à-vis d'eux, et auxquels il avait menti.

Puis, pour conclure, M. Turquet a ajouté : « Lorsque j'ai eu l'honneur de proposer à M. le ministre de faire rapporter le décret qui vous avait si vivement émus, je me conformais uniquement aux promesses que vous espériez voir tenir, ou plutôt aux véritables engagements du passé. »

En d'autres termes, M. Ferry avait galvaudé la parole d'honneur du gouvernement, et M. Turquet s'est fait un devoir de réparer ce forfait.

Voilà le sous des discours de M. le sous-secrétaire — et, pour qu'on ne s'y méprenne pas, la partie seulement de ses discours à laquelle nous faisons ici allusion a été publiée par le *Journal officiel* (n° du 3 juillet).

Quel souflet sur la joue de M. Jules Ferry ! C'est une justice à rendre à M.

Edmond Turquet qu'il a opéré avec une fermeté parfaite.

Et, du coup, il a rendu le calme et la tranquillité aux artistes, qui en ont plus que jamais besoin. C'est là, suivant nous, la moralité de son discours, et c'est ce que nous en retenons.

ÉMILIE HERVET.

A LA COURSE !

Le coursier dévorant l'espace, Une hirondelle fendait l'air, Le train vertigineux qui passe Et disparaît comme l'éclair ;

La balle, messenger staltre, Qui nous frappe et qu'on ne peut voir, Les convictions d'un ministre Quand il se cramponne au pouvoir ;

L'électricité voyageuse, Bravant la tempête et l'écueil, Qui va, dans sa course rageuse, Au bout du monde en un clin d'œil ;

Tous ces engins, ces véhicules, Qui vont comme des casse-cous, Sont démodés et ridicules, Sont des pataches, des coucous ;

Et c'est le budget de la France Qui, devant les bourgeois surpris, A la légitime espérance De remporter tous les Grands Prix.

Il court, il court, rien ne l'arrête ; Nos députés sont des lions, Et leur main droite est toujours prête Pour abattre des millions.

Vous pensiez, électeurs austères, Posséder des législateurs ; Déroutez-vous : vos mandataires Sont des prestidigitateurs.

Un exécutif, sur leur chaise, D'un geste élégant et soudain, Des tours qui font tressailler d'aise L'ombre de feu Robert Houdin.

En public ils font la parole, Et, grâce à leur dextérité, Un tel deux ! trois ! comme une muscade, Le tout est escamoté !

Une discussion mortelle Pourrait occuper de long jours, Trois milliards ! cette bagatelle Vaut elle d'ennuyez discours ?

Lézier sur cette misère : Et donc pour qui les prenez-vous ? Et ce chose si nécessaire De chipoter pour des gros sous ?

Que l'on apprenne à les connaître : Ce sont gens de bonne maison, J'étant l'argent par la fenêtre Avec un joyeux sans-façon.

Ils sont sans peur et sans reproches, Ils vont droit sur leur crédit ; Mais c'est le bon peuple qui dit : Rien dans les mains, rien dans les poches !

LÉCLUSE.

L'ASSOCIATION POLYTECHNIQUE

La distribution des prix de l'Association polytechnique a eu lieu hier, dimanche, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Hervé-Mangon, ministre de l'Agriculture, qui avait à ses côtés M. Henri de Lapommeraye, président de l'Association.

L'organisation régulière de l'Association polytechnique remonte à 1830. C'est l'une des plus anciennes institutions fondées en France pour le développement de l'instruction populaire. Elle a pris naissance à l'origine dans le Louvre dans un banquet offert à leurs jeunes camarades, par d'anciens élèves de l'École polytechnique qui étaient allés, après la révolution de 1830, faire des cours aux blessés des journées de juillet dans les ambulances du palais de Saint-Cloud.

Le duc d'Orléans avait été admis au banquet comme ayant suivi en amateur quelques cours de l'École.

Les fondateurs de l'Association prirent pour devise celle de l'École polytechnique elle-même, inscrite sur le drapeau remis par Napoléon à Arago, premier sergent de l'École, lors de la distribution des aigles en 1814. Cette devise est : « Pour la Patrie, les Sciences et la Gloire. »

Les programmes de l'Association sont à peu près ceux de l'Institut de Manchester, la plus célèbre des sociétés de la Grande-Bretagne. On n'en a guère retranché que l'enseignement des langues mortes.

Depuis sa fondation, l'Association a toujours compté parmi ses présidents les noms les plus honorés.

C'est d'abord, en 1830, M. le duc de Choiseul-Praslin, pair de France, ancien comte de l'Empire auquel il s'était rallié après le 18 Brumaire.

Puis, en 1840, M. le comte Victor de Tracy qui, à partir de 1807, avait glorieusement pris part aux batailles de l'Empire, et à qui Louis-Napoléon confia la portefeuille de la marine à son arrivée à la présidence de la République.

En 1848, M. Larabit qui, comme sous-secrétaire du génie, avait fait les campagnes de Savoie et de France et avait suivi Napoléon à l'île d'Elbe. Le second Empire l'avait fait sénateur.

En 1850, M. Bourdon, mathématicien distingué, ancien élève de l'École polytechnique dont il devint ex-ministre. Il fut, depuis, inspecteur général de l'Université.

En 1854, M. Perdonnet, le célèbre ingénieur dont la vie tout entière a été consacrée au développement des voies ferrées et de l'instruction populaire. Comme président de l'Association pendant treize ans, il mérite une mention spéciale. En effet, à peine était-il élu que la Halle aux draps, où avaient lieu les premiers cours, où les archives, modèles, collections, instruments composant un matériel phénixement acquis étaient réunis, fut détruite par un incendie. L'Association faillit sombrer à ce moment. M. Perdonnet ne se découragea pas, paya de ses propres deniers, et sa famille continue encore à l'Association ses largesses.

En 1867, il est remplacé par M. Martelet, ancien professeur à l'École centrale des arts et manufactures.

En 1868, la présidence est donnée à M. J.-B. Dumas, l'illustre chimiste qui l'occupe pendant dix ans.

En 1870, elle échoit à M. Laurent-Pichat, sénateur et publiciste.

En 1881, à M. de Freycinet, dont la carrière politique est assez connue pour que nous nous dispensions de la rappeler ici.

Enfin, en 1882, à M. Henri de Lapommeraye, le président actuel, qui, depuis près de vingt ans, consacre son talent aux conférences populaires et qui occupe une si large place dans le journalisme contemporain.

Dans le discours par lequel il a ouvert la séance d'hier, M. Hervé-Mangon, ministre de l'Agriculture, s'est plu à rappeler qu'il avait été lui-même professeur de l'Association polytechnique dans cette salle de la Halle aux draps dont nous venons de parler et qui, à l'époque, était éclairée par trois quinquets à gaz, une chandelle pour le professeur. Il félicita l'Association des améliorations apportées depuis dans les cours et de leur multiplicité.

Après un rapport de M. Gastelier, secrétaire général, M. de Lapommeraye, président, a, dans une brillante et spirituelle improvisation, rappelé le développement et le talent déployé par M. Hervé-Mangon dans son cours de la Halle aux draps qui avait pour objet la chimie appliquée à l'agriculture, « achèvement naturel, a-t-il dit, aux hautes fonctions qu'occupe aujourd'hui le ministre dans les conseils du gouvernement. »

M. de Lapommeraye rend hommage au zèle de ses prédécesseurs, qui ont fait de l'Association ce qu'elle est aujourd'hui. Il n'oublie de parler que de lui. Heureusement que son secrétaire général nous l'avait montré comme étant depuis trois ans sur la brèche, rempli d'activité et d'ardeur. Le public s'ail d'ailleurs à quoi s'en tenir sur son compte, et il l'a montré hier par ses applaudissements.

M. Hervé-Mangon a profité de cette circonstance pour décerner à M. Forney les insignes de l'ordre du Mérite agricole. Il a aussi remis, au nom de son collègue de l'Instruction publique, les palmes d'officier d'Académie à MM. Barbey, Delahousse, docteur de la Faculté de médecine, et celles d'officier de l'Instruction publique à MM. Binmann, Dhéré, Faye, Martin-Sabon, Nassy et Teller, tous professeurs de l'Association.

On a procédé ensuite à la distribution des prix aux élèves des cours. La musique du 17^e régiment de ligne et les élèves du cours de chant de l'Association polytechnique ont prêté leur concours à cette solennité.

M.-P.

Faits divers

La misère en habit noir. — Hier vers trois heures, boulevard Henri IV, un individu vêtu d'une redingote, d'un pantalon d'un gris noir, s'assit à l'entrée de la caserne des Gendarmes, et se mit à lire un journal.

Quelques personnes se rassemblèrent autour de lui, et il déclara alors qu'il n'avait pas mangé depuis deux jours. « J'ai quitté, a-t-il dit, il y a trois mois, Rennes, où j'étais employé de bureau. A Paris, je fus exploité par des bureaux de placement, et je dépensai plus de 300 fr. sans rien gagner. »

Plusieurs personnes se recueillirent et remirent à ce malheureux 15 francs. Un sous-marchant bien connu de la rue Saint-Antoine, après avoir interrogé pendant quelques minutes le malheureux, lui offrit de le prendre comme commis chez lui, ce qui fut accepté avec reconnaissance. Ce généreux commerçant, qui a son établissement situé entre la rue de la Bastille et la rue de Biquette, distribue chaque année aux pauvres une grande quantité de vêtements.

Un voleur au fond d'un puits. — Ce matin, vers une heure, M. Burret, propriétaire, rue de Pantin, à Aubervilliers, crut entendre des plaintes sortir d'un puits, situé près du mur. Il revêtit plusieurs voisins et à l'aide d'une lanterne ils allèrent au fond de ce puits un individu qui se débattait à l'aide de cordes et qui avait une corde à la main. Il déclara qu'après avoir escaladé le mur il n'avait pas pu aller plus loin.

Il n'a pas voulu dire son nom. Il a été dirigé sur l'hôpital Tenon.

Incendie de la rue de Reuilly. — Au numéro 73 de la rue de Reuilly se trouve, dans le fond de la cour, un immense corps de bâtiment occupé par une fabrique de papiers peints, connue sous le nom de fabrique du Souche, appartenant à MM. Rioult et Cacon, et dirigée par M. Tixier. Tout autour existait une masse de petits logements habités par des ébénistes et formant une vaste cité.

A côté de la fabrique, au n° 75, s'étend un vaste bâtiment scolaire, tenu par les soins de la Providence et de Sainte-Marie, et comprenant, indépendamment des classes et des dortoirs, des ateliers et des ateliers de lingerie. Cette école a une annexe séparée du bâtiment principal par un grand jardin et donnant rue de Picpus, n° 12.

Hier soir, à neuf heures et demie, les fenêtres d'un petit logement occupé par M. Altmeier, chaisier, s'éclairèrent subitement d'une lumière effrayante, et bientôt des flammes jaillirent des carreaux et sortirent par les murs de la fabrique de papiers peints. Les passants aperçurent les flammes et se précipitèrent au poste de pompiers voisins.

Mais, en moins de dix minutes, l'immense feu qui s'enflammait et devenait le centre d'un éboulement d'incendie.

Fort heureusement les secours sont arrivés très rapidement. La pompe à vapeur de Bercy a été mise presque immédiatement en batterie.

Quelques instants après accourut le poste de la rue Saint-Bernard avec une pompe à bras. Puis, successivement les pompiers de la caserne de Sévigné, du Château-d'Eau et de l'Élat-Major.

Le colonel Conston prenait la direction de l'opération.

On n'a pas tardé à reconnaître qu'il était impossible d'essayer d'éteindre le feu qui consumait la fabrique de papiers. Les pompiers se sont donc appliqués à protéger les bâtiments voisins, notamment l'immense école qui était sérieusement menacée.

Pendant près de quatre heures, le feu a ravagé ce vaste amoncellement de papiers et tous les petits logements remplis de meubles, de bois, de vernis et d'essence.

Enfin, vers minuit, les flammes se sont un peu abattues et n'ont plus fourni que des petits foyers partiels.

Une heure après, le colonel Conston se retirait avec son état-major. Tout danger était conjuré.

On peut aisément se figurer l'effroyable panache causé par cet incendie.

Les locataires des logements de 73 de la rue de Reuilly avaient vainement essayé de sauver leur mobilier en le jetant par les fenêtres. Se voyant bientôt menacés eux-mêmes, ils s'étaient précipités dans la rue en criant au secours. Au premier moment, on avait un affolement indescriptible.

D'autres, au contraire, se sont efforcés de lever leurs petites pensionnaires couchées depuis une heure, et à moitié vêtues, les conduisaient dans l'annexe de leur établissement rue Picpus.

Le danger était si menaçant pour l'immense école qu'elles occupaient, qu'elles n'hésitèrent pas à essayer de sauver ce qu'elles avaient de plus précieux.

Elles avaient trouvé un très utile auxiliaire dans la personne de M. Lorin Jovant, instructeur militaire au 3^e bataillon sc-

laire qui, après s'être prodigé pour éteindre l'incendie, s'était mis à leur disposition pour les aider à déménager la chapelle et les nombreuses pièces de toile renfermées dans l'ouvrage.

Pendant que M. Jovant jetait ces pièces de toile par la fenêtre et que quelques citoyens les transportaient en lieu sûr, un individu a cherché à en voler une ; mais, au moment où il se sauvait avec son ballot, il a été arrêté par un gardien de la paix et conduit au poste.

La montre de la supérieure a été également dérobée pendant les premiers instants de panique, et plusieurs objets ont disparu que l'on espère cependant retrouver chez les voisins.

M. Gaubert s'est chargé du service d'ordre. M. Gagnon, préfet de police, était accouru au premier signal et ne s'est retiré qu'à une heure du matin.

M. Marsoulan, conseiller municipal du quartier, est resté jusqu'au moment où tout danger avait disparu.

Un sauveteur de la Seine a en le doigt écorché, et un poelier de la caserne de Reuilly a été précipité de la hauteur d'un second étage. La poutre sur laquelle il se tenait est tombée en même temps que lui, et l'a atteint aux reins, compliquant, grave contusion qu'il s'était faite dans sa chute.

Il a reçu les premiers secours chez la concierge des sœurs de la Providence, où son colonel s'est rendu immédiatement pour prendre de ses nouvelles et lui faire verser les dégrés, très considérables, sont couverts par des assurances.

Vol chez un concierge. — Par vingt à vingt-cinq degrés de chaleur, on peut facilement se passer d'écrou.

Ainsi pensa le nommé Depix, repris de justice, ayant déjà subi plusieurs condamnations.

Sorti de prison depuis quinze jours seulement, il opère aujourd'hui sous le nom de Dupin.

Il vendait ce qui semblait de vendre des allumettes, ce qui lui permet l'accès des maisons.

Avant-hier, il entra au n° 263 de la rue Saint-Jacques, chez la concierge, et ne trouvant pas à sa loge, il s'empara de l'écrou qu'il porta de suite à une femme C..., jolie brune, demeurant rue Primatier.

Celle-ci se servit de la quittance de loyer de son amant en titre pour engager l'écrou au bureau auxiliaire de l'avenue des Gobelins.

Il fut prêté, sur cet objet, la somme de six francs dont une partie fut dépensée en commun pour dîner.

La concierge, après plusieurs recherches chez les brocanteurs et dans les bureaux du Mont-de-Piété du quartier, arriva à celui où son écou avait été engagé. Elle fit arrêter Depix.

Celui-ci avait donné de fausses adresses, mais le clerc voyant commissaire de police, M. Dresch, ne tarda pas dans la même journée, à découvrir l'identité du voleur. Au moment de son départ pour le dépôt, Depix dit à la femme C... :

« Tu sais, nous n'avons pas pu tout dépenser hier, donne moi le reste des six francs. »

Chute d'un charretier. — Le charretier de M. Sébastien, négociant en bois, demeurant rue Rataud, conduisait son camion sur le boulevard Voltaire, lorsqu'il fut heurté par une voiture de brasserie.

Le choc précipita le malheureux charretier du haut de son siège sur le pavé. Contusionnée à la tête et sur le corps, il fut conduit dans une pharmacie, puis dirigé à l'hôpital Saint-Antoine. Son maître, prévenu de l'accident, s'est empressé de lui rendre visite et de lui donner toutes les consolations nécessaires.

Ce chef de maison aime ses ouvriers, et il est très estimé d'eux, ce qui est très rare, car il se préoccupe continuellement d'améliorer leur sort. C'est un exemple à suivre.

Un homme courageux. — Le nommé Michel Valentin, âgé de quarante-quatre ans, sans calculer le danger auquel il s'exposait, s'est résolu à jeter hier, rue d'Ulm, à la tête d'un cheval emporté, appartenant à la Compagnie des Omnibus.

qui le suit;
 Bruchette
 (aze) et par
Faust, par
 tonnée d'un
 ténor, M.
Vir, Voisin,
 anteuse et
 terbo, ba-
 je m'écou-
 izième nu-
 ut le pro-
 le moyen
 le profes-
 pagnateur
 et commu-
 la flamme
 udissait à

